

Résultats annuels à fin juin 2024

Entreprise à mission, Ramsay Santé, grâce à ses collaborateurs et sa communauté médicale, s'engage à poursuivre et accélérer dans son rôle de pionnier en matière d'accès aux soins et d'innovation médicale au service de 12,6 millions de patients pris en charge en France, dans les 3 pays nordiques et en Italie.

Ramsay Santé a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie unique et différenciante « Yes We Care 2025 » visant à offrir des soins intégrés aux patients, principalement en étoffant son portefeuille d'équipements d'imagerie, en ouvrant de nouveaux centres de soins primaires en Europe – la reprise des centres Cosem en France en est l'exemple - et des centres d'hospitalisation de jour en santé mentale.

Par ailleurs, dans le contexte d'une inflation qui demeure sous-financée par les gouvernements, Ramsay Santé a poursuivi ses efforts d'optimisation de ses coûts, y compris de son portefeuille d'établissements.

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de +6,5% à 5,0 milliards d'euros, soutenu par une croissance du volume d'activité dans toutes les zones géographiques. A noter, une croissance du chiffre d'affaires à périmètre constant de l'ordre de +7,5%.

L'EBITDA du Groupe a diminué de 1,7% à 610,9 millions d'euros, impacté par des subventions significativement plus faibles que l'année précédente, une hausse des salaires, l'inflation des achats et des contraintes liées à la pénurie de personnel.

Le résultat net part du Groupe est une perte nette de 53,9 millions d'euros contre un bénéfice net de 49,4 millions d'euros l'année dernière, en raison d'un résultat d'exploitation plus faible et d'un coût de la dette plus élevé.

Le 13 août 2024, Ramsay Santé a refinancé avec succès sa dette senior de 1 650 millions d'euros par un processus d'« Amend & Extend » prolongeant de manière anticipée ses prochaines échéances de dette de 2026-2027 à 2029-2031, offrant ainsi à toutes ses parties prenantes un cadre de financement à long terme pour soutenir l'excellence médicale et la mise en œuvre des initiatives clés de son plan stratégique « Yes We Care 2025 ».

- L'ambition d'entreprise à mission, portée par le comité de mission présidé par Martin Vial, contribue à accélérer la dynamique de transformations responsables et durables. Cette démarche nous engage non seulement à poursuivre, mais aussi à amplifier notre rôle de pionnier en matière d'innovation médicale et d'accès aux soins. 97 % de nos établissements sont certifiés aux plus hauts standards de qualité, l'indice de recommandation des collaborateurs a augmenté de 17 points pour atteindre 67 % et notre impact sur la planète se réduit avec une baisse de -17 % de nos émissions de gaz à effet de serre.
- Ramsay Santé a continué ses actions de soutien aux systèmes de santé français et des pays nordiques, et a contribué, en complémentarité avec les hôpitaux publics, à faire face aux besoins de santé des patients. L'engagement continu en faveur d'une meilleure accessibilité aux soins grâce au développement des services en amont et en aval de l'hôpital (médecine générale, imagerie, consultations de soins spécialisés) s'est traduit par une augmentation de 3,3% des admissions de patients dans nos établissements hospitaliers à l'échelle du groupe.
- La dernière campagne tarifaire annuelle des établissements MCO en France débutant au 1^{er} mars 2024 prévoyait initialement une hausse des tarifs de +0,3% pour le secteur privé contre +4,3% pour le système hospitalier public. La mobilisation sans précédent du secteur privé pour obtenir un traitement équitable s'est conclue par un engagement du gouvernement aboutissant à une indexation tarifaire de +3,2% pour le secteur privé (incluant les 0,3%) à compter du 1^{er} juillet 2024, et comprenant le financement de mesures spécifiques en faveur du travail de nuit et du week-end. Les résultats des quatre derniers mois de l'exercice 2024 incluent l'indexation initiale de 0,3% pour les établissements MCO.
- Le chiffre d'affaires France a progressé de 7,1% soutenu par une hausse de 3,0% des volumes d'admissions, la hausse des tarifs applicables depuis le 1er mars 2023 (effet 8 mois sur l'exercice clos en juin 2024) et des revenus supplémentaires liés aux achats médicaux refacturables, et ce, malgré deux jours ouvrés de moins cette année par rapport à l'année dernière, et malgré une activité ralentie en juin suite aux déprogrammations d'interventions dans le cadre du mouvement de mobilisation du secteur pour obtenir une révision de la proposition tarifaire 2024 (cf. ci-avant).
- Le chiffre d'affaires des pays nordiques a progressé de +8,8% à périmètre et taux de change constants, avec un chiffre d'affaires publié en hausse de seulement +5,3%, pénalisé par des variations défavorables des taux de change par rapport à la période précédente. La croissance a été principalement réalisée dans les établissements de soins spécialisés en Suède et grâce à la contribution de deux nouveaux contrats de soins gériatriques à Stockholm.
- L'EBITDA consolidé du groupe post application de la norme IFRS16 est en baisse de 1,7%, soit 10,5 M€, à 610,9 M€ (vs. 621,4 M€ l'an dernier) avec une marge de 12,2% (vs. 13,2% l'an dernier). La marge d'EBITDA a été tirée vers le bas dans un contexte défavorable d'inflation seulement partiellement couverte par les augmentations des prix des services rendus dans toutes les juridictions, par un niveau de subventions beaucoup plus faible, et ce, malgré l'effet des mesures continues de maîtrise des coûts et de productivité. La diminution de 107 M€ des subventions gouvernementales liées au Covid et à l'inflation et de la sécurisation modulée à l'activité (dont 98 M€ en France) par rapport à la période précédente a mis à rude épreuve la viabilité de certains établissements en France alors qu'ils passent à un régime de financement gouvernemental post-Covid plus incertain. Les fluctuations défavorables des taux de change ont contribué négativement au chiffre d'affaires et à l'EBITDA des pays nordiques sur la période, à hauteur respectivement de (63,4) M€ et de (6) M€.

- Dans le cadre du processus de clôture de l'exercice, Ramsay Santé a entrepris une revue de la valeur de son portefeuille d'actifs, ce qui a donné lieu à une charge non récurrente, et sans impact sur la trésorerie, liée à la dépréciation de la valeur comptable de ses actifs d'environ 18 millions d'euros, reflétant principalement la sous-performance de 6 établissements sur les environ 150 hôpitaux et cliniques spécialisées opérant en France.
- Les charges totales d'intérêt ont augmenté de 48,7 M€, soit 31,9 %, notamment sous l'effet de la hausse du coût de la dette et d'un impact négatif non récurrent de 26,5 M€ lié aux variations de valeur d'un instrument de couverture de taux d'intérêt, reconnues au compte de résultat.
- Le résultat net part du Groupe après impôts s'est soldé par une perte de 53,9 M€ vs. un bénéfice net de 49,4 M€ l'année dernière, impactée par des marges opérationnelles plus faibles et reflétant des coûts de financement plus élevés. A noter que les résultats de l'exercice précédent comprenaient une plus-value exceptionnelle de 31,0 M€ (24,2 M€ nets d'impôts) sur une transaction immobilière dans la région d'Oslo.
- Ramsay Santé a continué d'investir dans les initiatives clés de sa stratégie « Yes We Care 2025 » en plus des investissements récurrents dans la maintenance, l'optimisation et l'amélioration du portefeuille d'établissements, générant des dépenses d'investissement totales pour la période de 166,6 M€ nettes des produits de cessions, à un niveau similaire aux 165,1M€ de l'année dernière.
- Le cash-flow net des activités opérationnelles s'élève à 586,8 M€ contre 598,9 M€ l'an dernier, reflétant principalement la baisse de la génération d'EBITDA. L'endettement financier net au 30 juin 2024 s'élève à 3 610,9 M€, dont 1 756,2 M€ de dette en norme IAS17 (pré-IFRS16) et 1 854,7 M€ de passifs locatifs issus de l'application de la norme IFRS16. Le levier d'endettement net avant application de la norme IFRS16 s'élève à 4,9x à fin juin, stable par rapport à fin mai 2024 et en baisse par rapport à fin mars 2024 (5,0x) et à fin décembre 2023 (5,4x).

Pascal Roché, directeur général de Ramsay Santé, déclare :

“Le statut d’entreprise à mission est un puissant accélérateur de transformation de nos organisations pour répondre aux besoins évolutifs de notre métier. Ce statut nous engage non seulement à poursuivre, mais aussi à amplifier notre rôle pionnier en matière d’innovation médicale et d’accès aux soins. Que ce soit en termes d’engagement des collaborateurs, d’accessibilité pour les patients, de problématiques de santé publique ou de réduction de notre impact sur la planète, nos performances en témoignent et nous engagent. Malgré le résultat de la forte mobilisation des acteurs de l’hospitalisation privée au second semestre pour faire reconnaître notre contribution croissante au système de santé français, notre secteur reste structurellement sous-financé. La dynamique d’inflation observée sur la période récente n’a été que partiellement couverte par des mesures de financement, expliquant principalement la baisse de la marge d’EBITDA en norme IFRS16 du Groupe Ramsay Santé de 1,0pt pour l’exercice clos en juin 2024 par rapport à l’exercice précédent, et contribuant au résultat net négatif de 53,9 M€ cette année.

Je tiens à souligner l’engagement fort de nos équipes et la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie Yes We Care 2025, en faveur d’un système de santé plus inclusif, plus digital, couvrant l’ensemble du parcours de soins des patients, qui nous ont permis de réaliser une croissance dynamique du chiffre d’affaires de +7,1% en France et de +8,8% dans les pays nordiques à périmètre et taux de change constants, en prenant en charge 12,6 millions de patients. Le récent refinancement et l’extension de notre dette offrent à toutes nos parties prenantes un cadre favorable à long terme, sécurisant la mise en œuvre de notre plan stratégique et créant les conditions d’une croissance rentable et durable à l’avenir »

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de l'exercice à fin juin 2024 lors de sa réunion du 18 octobre 2024. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis après finalisation de la vérification du rapport de gestion et des procédures requises pour les besoins du dépôt du document d'enregistrement universel. En ligne avec la position de ces dernières années, le Conseil d'administration du 18 octobre 2024 a décidé à l'unanimité de ne pas proposer à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires une distribution de dividendes au titre de l'exercice se terminant le 30 juin 2024.

Les états financiers consolidés et rapports seront accessibles au public lors de la publication du document d'enregistrement universel de la société fin octobre 2024.

Résultats synthétiques

Compte de résultat - en M€	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Variation
Chiffre d'affaires	5 006.5	4 701.5	+6.5%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	610.9	621.4	-1.7%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	<i>12.2%</i>	<i>13.2%</i>	<i>-1,0 pts</i>
Résultat Opérationnel Courant	184.2	218.2	-15.6%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	<i>3.7%</i>	<i>4.6%</i>	<i>-0,9 pts</i>
Résultat Opérationnel	160.6	240.4	-33.2%
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	<i>3.2%</i>	<i>5.1%</i>	<i>-1,9 pts</i>
Résultat net part du Groupe	(53.9)	49.4	-209.1%
Bénéfice net par action (en €)	(0.49)	0.45	-208.9%

Endettement financier net - en M€	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023
Passifs financiers non courants	1 880.0	1 893.8
Dette de location non courante	1 800.7	1 928.0
Dette de location courante	245.1	213.5
Passifs financiers courants	104.3	58.8
(Trésorerie)	(359.0)	(352.2)
Autres (actifs) et passifs financiers	(60.2)	(71.9)
Endettement financier net	3 610.9	3 670.0

Tableau de flux de trésorerie - en M€	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023
Excédent brut d'exploitation	610.9	621.4
Variation du besoin en fonds de roulement	26.2	53.5
Flux net généré par l'activité	586.8	598.9
Flux net lié aux opérations d'investissements	(180.5)	(175.4)
Flux net lié aux opérations de financement	(401.5)	(197.1)
Variation de la trésorerie nette	4.8	226.4
Trésorerie à la clôture	359.0	352.2

Ventilation du chiffre d'affaires par segments opérationnels

En millions d'euros	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Variation
<i>Île-de-France</i>	1 227.0	1 127.7	+8.8%
<i>Auvergne-Rhône-Alpes</i>	675.5	633.1	+6.7%
<i>Hauts de France</i>	435.0	413.2	+5.3%
<i>Occitanie</i>	308.0	287.3	+7.2%
<i>Autres régions</i>	788.4	746.2	+5.7%
Pays nordiques	1 572.6	1 494.0	+5.3%
Chiffre d'Affaires Publié	5 006.5	4 701.5	+6.5%

Évolution des revenus entre l'exercice clos le 30 juin 2023 et l'exercice clos le 30 juin 2024 (millions d'euros)

30 juin 2023	Effets de change	Effets de périmètre	Croissance organique	30 juin 2024	Variation
4 701.5	(63.4)	16.5	351.9	5 006.5	305.0
	(1.3)%	0.4%	7.5%		+6.5%

Faits marquants de l'exercice :

France

Sécurisation modulée à l'activité et subventions

Les cliniques et hôpitaux de Ramsay Santé en France ont continué à fonctionner sous le régime de la sécurisation modulée à l'activité (précédemment garantie de financement) de l'Etat français, qui a soutenu les établissements pour l'utilisation de leurs installations et services pendant la pandémie de Covid et a aidé à compenser ses effets négatifs sur l'activité après cette crise sanitaire. Le montant de la sécurisation modulée à l'activité, comptabilisé par le Groupe en « Autres produits opérationnels », a diminué de 89 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2023 à 41 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024, reflétant à la fois le retour à des niveaux d'activité d'avant Covid dans la plupart des hôpitaux Ramsay Santé et

l'impact des modifications apportées au mécanisme de calcul de cette garantie. En effet, le gouvernement français a prolongé son soutien au secteur par le biais d'une subvention modulée à l'activité pour l'année civile jusqu'au 31 décembre 2023, à l'exclusion des activités de santé mentale et de réadaptation (respectivement depuis le 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} juillet 2023) qui sont désormais hors de son périmètre en raison de leur nouvelle structure de financement par allocation. Cette subvention modulée à l'activité s'élève à 70 % du montant de la garantie de financement notifiée pour 2022 (indexée aux tarifs 2023) plus 30 % de la facturation de l'activité réalisée pour 2023. La subvention a été reconduite pour l'année civile jusqu'au 31 décembre 2024 et s'élève à 50 % du montant de la garantie de financement notifiée pour 2022 (indexée aux tarifs 2023 et 2024) plus 50 % de la facturation de l'activité réalisée pour 2024. La subvention modulée à l'activité a été reconduite jusqu'au 31 décembre 2025, les modalités de l'année civile 2025 étant encore en attente de communication. Par ailleurs, des subventions significatives comptabilisées en « Autres produits opérationnels » ont été soit supprimées depuis l'année dernière, comme les subventions de compensation pour les coûts supplémentaires liés au COVID (période précédente 24,6 M€ pour la France), soit partiellement transformées en augmentation de tarifs applicable depuis mars 2023 telles que les subventions spécifiques finançant l'inflation et les augmentations obligatoires de salaires : 19 M€ ont été comptabilisés par le Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2024 (vs. 45M€ lors de la période précédente). Le total des subventions et de la sécurisation modulée à l'activité de l'exercice clos le 30 juin 2024 a diminué de 98 M€ en France par rapport à l'année précédente.

Campagne tarifaire 2024 en France

La campagne tarifaire 2024 débutant le 1er mars 2024, applicable pour les 12 mois suivants, prévoyait initialement une augmentation de 0,3% pour le secteur privé contre 4,3% pour le système hospitalier public. Les résultats des quatre derniers mois de l'année (mars à juin 2024) reflètent cette hausse tarifaire de 0,3%. Cependant, le secteur hospitalier privé a collaboré pour obtenir du gouvernement une équité de traitement entre public et privé. A l'issue de cette campagne, un accord a été trouvé en mai 2024 reposant sur les piliers suivants : (i) suppression du coefficient CICE à compter du 1er juillet 2024 (bénéfice de l'intégralité des effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ajoutant l'équivalent d'une hausse tarifaire de +2,2% à la hausse tarifaire initiale et (ii) application des mesures Borne subventionnant les augmentations de salaires pour le travail de nuit, le dimanche et les jours fériés aux hôpitaux privés, ce qui représente une hausse tarifaire équivalente de 0,7% réinvestie dans le financement de ces mesures salariales. La combinaison de ces mesures contribue à une hausse tarifaire globale équivalente de +3,2% (incluant les 0,3% initiaux). Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé (iii) à réaffecter au profit du secteur privé une partie des financements régionaux octroyés par les Agences Régionales de Santé et (iv) à mettre en œuvre un schéma tarifaire pluriannuel pour la période 2025-2027 fondé sur le principe d'égalité de traitement entre public et privé.

Développement en France

Le groupe a poursuivi son expansion selon ses axes de développement stratégiques clés, notamment :

- 5 structures d'accueil de jour en psychiatrie ont ouvert depuis janvier 2024 à Orléans, Niort, Montreuil, Laval et la dernière en date à Compiègne en juillet 2024.
- 8 nouveaux équipements d'imagerie ont été installés et ont démarré leur activité durant l'année.
- 4 nouveaux centres de soins primaires ont été ouverts en France.
- Par ailleurs, en juin 2024, le groupe a repris les 12 centres de soins primaires Cossem existants à Paris et dans d'autres grandes villes de France, prenant en charge plus d'un million de consultations de patients par an en médecine générale et spécialisée, soins dentaires, imagerie et pathologie. Ramsay Santé assurera la pérennité de ces structures dans toutes les spécialités présentes et maintiendra l'emploi de l'ensemble du personnel soignant, soit près de 1 000 professionnels dont 660 médecins. Par cette acquisition, Ramsay Santé renforce son offre de soins primaires en cohérence avec son objectif stratégique de couvrir l'ensemble du parcours du patient, de la prévention aux soins de suite, et de créer des synergies avec ses hôpitaux.

Pays Nordiques

La demande des patients a continué à soutenir la croissance des établissements des pays Nordiques. En Suède, l'augmentation des volumes d'hospitalisation ainsi que les mesures d'efficacité visant à lutter contre l'inflation des coûts ont contribué à l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation des établissements de soins spécialisés. Capio a repris l'exploitation de deux nouveaux contrats de soins gériatriques à Stockholm le 1^{er} mai 2023, représentant un chiffre d'affaires annuel d'environ 50 millions d'euros, et St Görän a ouvert sa nouvelle maternité à Stockholm le 1^{er} avril 2023 venant renforcer le niveau de la croissance organique au cours de ce semestre. L'intégration de GHP, désormais finalisée, a permis de dégager les synergies attendues. Le chiffre d'affaires du Danemark a été impacté négativement par les nouveaux tarifs des contrats publics en vigueur depuis juin 2023 et par des volumes décevants. La Norvège se concentre sur les mesures d'optimisation des coûts, et la réalisation de synergies consécutives aux acquisitions récentes et a su retraduire l'impact de l'inflation dans le prix de ses services ; 2 centres de soins primaires fondés sur une nouvelle approche de partenariat avec le public ont été ouverts au cours de l'exercice.

Périmètre de consolidation

Principales évolutions du périmètre de consolidation par rapport à l'exercice précédent :

- Ramsay Santé a réalisé 2 acquisitions mineures au Danemark dans le cadre de l'activité de sa filiale existante WeCare. De plus, Ramsay Santé a augmenté sa participation à 70% dans WeCare en rachetant des associés minoritaires. WeCare était déjà consolidée par intégration globale
- En France, Ramsay Santé a racheté en janvier 2024 une entité d'imagerie implantée dans l'un de ses hôpitaux d'Ile-de-France afin de renforcer son offre dans ce domaine en cohérence avec sa stratégie. Plus tard, en juin 2024, le groupe a acquis 12 centres de soins primaires Cosem à Paris et dans d'autres grandes villes de France. Ils rejoignent le réseau existant de 11 centres de soins primaires développés à ce jour (dont le centre Hausmann acquis en janvier 2023).

Commentaires sur les comptes annuels

Activité et chiffre d'affaires

L'activité et le chiffre d'affaires en France et dans les pays nordiques sont en croissance, reflétant un besoin de santé soutenu de la part des patients et la capacité des établissements du groupe à fournir davantage de services de soins et malgré les contraintes de recrutement du personnel soignant en Europe. Le Groupe Ramsay Santé a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 5 007 M€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024, en hausse de 6,5 %. Ajusté des variations de périmètre et à taux de change constants, le chiffre d'affaires de l'exercice est en hausse avec une solide croissance organique des ventes de 7,5 %.

Le chiffre d'affaires de la France a progressé de 7,1%, reflétant en partie l'augmentation tarifaire de mars 2023, soutenue par une augmentation des volumes et des revenus des achats médicaux refacturables, et ce, malgré (i) 2 jours ouvrés de moins cette année par rapport à l'exercice 2023, (ii) la déformation continue du mix d'activités en faveur des soins ambulatoires et (iii) une activité ralentie en juin suite aux déprogrammations d'interventions dans le cadre du mouvement de mobilisation du secteur pour obtenir une révision de la proposition tarifaire 2024.

Pour l'exercice débutant le 1^{er} mars 2023, la hausse tarifaire pour les MCO était de 5,4% et celle pour les SMR de 1,9%, avec un effet sur 8 mois sur l'exercice clos le 30 juin 2024. Les tarifs MCO pour les 4 mois de mars à juin 2024 reflètent l'augmentation tarifaire initiale de mars 2024 de +0,3%, les mesures complémentaires (dont l'annulation du coefficient CICE) ne s'appliquant qu'à partir du 1^{er} juillet 2024.

En France, les admissions totales dans nos hôpitaux augmentent de 3,0 %, prolongeant et confirmant la contribution des établissements du groupe au rattrapage du retard pris pendant la période Covid en matière de soins hospitaliers :

- +2,9 % en MCO (médecine, chirurgie et obstétrique)
- +8,6 % en SMR (soins médicaux et de réadaptation)
- -3,9 % en santé mentale

Nos établissements français ont enregistré environ 720 000 passages aux urgences cette année, soit un chiffre comparable à l'année dernière, confirmant leur rôle important dans la réalisation des missions de service public. Les séances de chimiothérapie ont augmenté de +5,7%, et les séances de dialyse de +1,0% par rapport à l'année dernière.

Les pays nordiques ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires de +5,3% mais ont été pénalisés à hauteur de (63,4) M€ par les fluctuations défavorables des taux de change (essentiellement la dépréciation SEK/NOK vs. EUR en moyenne sur la période). La croissance organique du chiffre d'affaires dans les pays nordiques pour l'exercice clos le 30 juin 2024 a été de +8,8% à périmètre comparable et à taux de change constants, grâce à la croissance continue du chiffre d'affaires des établissements de soins spécialisés en Suède, ainsi qu'à la contribution de nouveaux contrats.

Les admissions de patients en hospitalisation complète dans nos établissements des pays nordiques ont augmenté de 20,2 %, incluant l'effet année pleine des 2 nouveaux contrats de soins gériatriques remportés en mai 2023. Retraitées de cet effet, les admissions de patients ont augmenté de +10,0 %, tandis que les soins ambulatoires ont affiché une augmentation modérée. Le nombre de patients inscrits dans nos centres de soins de proximité a augmenté de 1,1 % par rapport à l'année précédente.

Résultats

L'EBITDA a atteint 610,9 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024, en baisse de 10,5 M€ ou 1,7% par rapport à l'année précédente.

L'EBITDA du Groupe, comme au 30 juin 2023, intègre 41,3 M€ de produits (88,9 M€ l'année dernière) liés à la sécurisation modulée à l'activité (précédemment garantie de financement) décrite dans le paragraphe « Événements significatifs de l'exercice » ci-dessus. Le Covid étant devenu endémique en 2023, aucune subvention de compensation des coûts Covid n'a été reçue au cours de cet exercice (l'année dernière 33,2 M€ en France et en Suède). En outre, les subventions finançant l'inflation et les augmentations de salaire obligatoires ont diminué à 19 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024 (vs. 45M€ lors de la période précédente). Globalement, l'EBITDA du Groupe a été impacté par une baisse de 107 M€ des subventions de soutien, dont 98 M€ pour la France.

L'EBITDA et les marges ont également été affectés par les pressions inflationnistes liées à l'effort consenti sur les augmentations des rémunérations et avantages accordés à notre personnel médical ainsi qu'aux augmentations globales des prix des dépenses d'exploitation, notamment l'énergie et la sous-traitance. Ramsay Santé a reçu des financements via des augmentations de tarifs en France et l'indexation des contrats dans les pays nordiques auprès de divers financeurs publics qui n'ont que partiellement couvert l'inflation des achats et des salaires. Les mesures de contrôle des coûts ont été maintenues pour adapter les activités à l'environnement d'inflation actuel et l'allocation des ressources a également été revue en conséquence.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 184,2 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024 (soit 3,7% du chiffre d'affaires), en baisse de 15,6% par rapport à l'exercice précédent.

Les autres produits et charges non courants représentent une charge nette de (23,6) M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024 (contre un produit net de 22,2 M€ l'an dernier). Pour l'exercice clos le 30 juin 2024, ces (23,6) M€ comprennent :

- la dépréciation de la valeur des actifs sous-performant sur le plan financier, constatée dans le cadre du processus de clôture de l'exercice. Ramsay Santé a entrepris une revue de la valeur comptable de son portefeuille d'actifs qui a conduit à constater une charge non récurrente, et sans effet sur la trésorerie, liée à la dépréciation de la valeur comptable des actifs d'environ (18) M€ reflétant principalement la sous-performance de 6 des quelques 150 hôpitaux et cliniques spécialisés exploités en France
- la contribution négative d'une provision supplémentaire constituée pour congés annuels en raison du jugement rendu par la Cour de cassation française le 13 septembre 2023 mettant en conformité la législation française avec le droit de l'UE concernant les règles appliquées aux droits à congés annuels payés des salariés en arrêt maladie de longue durée ou accident du travail
- diverses dépréciations d'actifs et poursuite des restructurations notamment dans les pays nordiques, partiellement compensées par un produit de 18,5 M€ lié à la réévaluation des options de rachat de participations minoritaires dans une entreprise de soins primaires au Danemark. Les comptes de l'année précédente présentaient un produit net de 22,2 M€ incluant une plus-value de 31 M€ sur la vente d'un bien immobilier adjacent à un hôpital en Norvège à réaménager, ainsi que des coûts de restructuration impactant principalement les pays nordiques.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 172,2 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2024, contre 147,1 M€ l'exercice précédent, en raison de coûts de financement plus élevés et d'intérêts financiers en norme IFRS 16 plus élevés liés à la dette de location (80,2 M€ contre 75,3 M€ l'exercice précédent) en application des formules d'indexation des loyers.

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à (29,2) M€ sur l'exercice clos juin 2024 contre seulement (5,6) M€ l'année dernière, cette variation s'expliquant principalement par des mouvements de variation de valeur d'un swap de couverture de taux d'intérêt, sans impact sur la trésorerie, pour (21,0) M€ à comparer avec un produit correspondant de 5,5 M€ l'an dernier ; ces impacts étant considérés non-récurrents dans la mesure où le contrat de swap correspondant expire en octobre 2024.

La perte nette, part du groupe, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 s'élève à (53,9) M€, contre un bénéfice net de 49,4 M€ l'an dernier.

Impact de la norme IFRS16 Leases :

L'EBITDA publié de 610,9 M€ conformément à la norme IFRS 16 exclut les dépenses liées aux contrats de location pour 258,9 M€, qui sont comptabilisées en amortissement du droit d'utilisation et en intérêts sur la dette de location, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. L'augmentation de l'impact de l'application de ce standard par rapport à l'année précédente provient principalement de l'effet de la révision de tarifs des baux et de l'effet année pleine des acquisitions ou nouveaux sites de l'exercice 2023.

En M€	30 juin 2024			30 juin 2023			Δ
	IFRS16	Impact	Pré-IFRS16	IFRS16	Impact	Pré-IFRS16	
EBITDA	610,9	258,9	352,0	621,4	239,8	381,6	19,1
Dépréciation et amortissement	(426,7)	(205,3)	(221,4)	(403,2)	(192,3)	(210,9)	(13,0)
EBIT avant éléments non courants	184,2	53,6	130,6	218,2	47,5	170,7	6,1
Charges d'intérêt nettes	(201,4)	(75,6)	(125,8)	(152,7)	(72,7)	(80,0)	(2,9)
Résultat net après impôts	(36,7)	(15,9)	(20,8)	63,9	(18,9)	82,8	3,0

Note: l'information pre-IFRS16 suppose la continuité de l'application de l'ancienne norme IAS17 qui prévoit la reconnaissance au bilan des crédits baux (finance leases).

Flux de trésorerie et financement :

L'endettement net après application des normes IFRS au 30 juin 2024 s'élève à 3 610,9 M€ vs. 3 670,0 M€ au 30 juin 2023. L'endettement net IAS 17 s'élève à 1 756,2 M€ contre 1 711,6 M€ au 30 juin 2023. Le levier d'endettement net avant application d'IFRS16 s'élève à 4,9x à fin juin, stable par rapport à fin mai 2024 et en baisse par rapport à fin mars 2024 (5,0x) et à fin décembre 2023 (5,4x).

Le 13 août 2024, Ramsay Santé a finalisé un processus d'Amend & Extend pour le refinancement de sa dette senior d' 1 650 M€, dont 100 M€ de RCF et 100 M€ de lignes Capex, étendant proactivement ses prochaines échéances de dette de 2026-2027 à 2029-2031. Ce refinancement permet à Ramsay Santé de fournir à toutes ses parties prenantes un cadre de financement à long terme et de soutenir davantage la mise en œuvre des initiatives clés de son plan stratégique « Yes We Care 2025 » (pour plus de détails, cf. communiqué de presse dédié du 13 août 2024).

L'application de la norme IFRS 16 liée à la comptabilisation des contrats de location contribue à la dette financière nette à hauteur de 1 854,7 M€ au 30 juin 2024, dont 1 659,2 M€ de dettes de location non courantes et 195,5 M€ de dettes de location courantes.

La variation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles par rapport à l'année dernière est conforme à la variation observée sur l'EBITDA. Les dépenses d'investissement totales de 166,6 M€ pour l'année ont atteint un niveau comparable à celui de 165,1 M€ de l'année dernière et comprennent des travaux de maintenance, d'optimisation, et d'amélioration de notre portefeuille de cliniques. Des efforts importants sont mis en œuvre pour déployer notre stratégie visant à accroître le portefeuille d'actifs d'imagerie de Ramsay Santé, à investir dans des outils numériques et à acquérir de nouveaux équipements. Une partie de ces investissements a été consacrée à des projets de développement en France avec la création de 5 nouveaux centres de soins de jour en psychiatrie et de 4 nouveaux centres de soins primaires, ainsi que la reprise des actifs des 12 centres de soins primaires Cossem. La trésorerie (et équivalents) atteint 359,0 M€ au 30 juin 2024 et augmente légèrement de 6,8 M€ sur l'exercice (dont 2 M€ d'écart de conversion).

A propos de Ramsay Santé

Ramsay Santé est le leader européen de l'hospitalisation privée et des soins primaires en Europe avec 38 000 salariés et 9 300 praticiens au service de 12 millions de patients dans nos 465 établissements répartis dans 5 pays : France, Suède, Norvège, Danemark et Italie. Ramsay Santé propose, en hospitalisation, la quasi-totalité des prises en charges médicales et chirurgicales dans trois métiers : Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO), Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) et Santé Mentale.

Ramsay Santé est, statutairement, une société à mission qui s'engage à améliorer la santé de toutes et tous, en innovant constamment. Partout où il est présent, le Groupe participe aux missions de service public de santé et au maillage sanitaire du territoire. Par ses actions et la mobilisation constante de ses équipes, Ramsay Santé s'engage à sécuriser les parcours de soin des patientes et des patients, de la prévention au suivi.

Chaque année, le groupe investit plus de 200 millions d'euros dans l'innovation pour accompagner l'évolution et la diversité des parcours du soin, sur le plan médical, hospitalier, digital ou administratif. Grâce à cet engagement, notre Groupe renforce l'accès aux soins pour tous, s'engage à proposer les meilleurs soins, à systématiser le dialogue avec ses parties prenantes et à mieux protéger la planète pour améliorer la santé.

Facebook: <https://www.facebook.com/RamsaySante>

Instagram: <https://www.instagram.com/ramsaysante>

Twitter: <https://twitter.com/RamsaySante>

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/ramsaysante>

YouTube: <https://www.youtube.com/c/RamsaySante>

Code ISIN and Euronext Paris: FR000044471

Website: www.ramsaysante.fr

Relations avec les investisseurs / analystes

Clément Lafaix

Tél. +33 1 87 86 21 52

clement.lafaix@ramsaysante.fr

Relations avec la presse

Brigitte Cachon

Tél. +33 1 87 86 22 11

brigitte.cachon@ramsaysante.fr

Glossaire

Périmètre constant

- Le retraitement des entités entrantes consiste :
 - o pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
 - o pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher, dans l'année en cours, la contribution de l'acquisition des agrégats des mois antérieurs au mois d'acquisition.
- Le retraitement des entités sortantes consiste :
 - o pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher, dans l'année précédente, la contribution de l'entité sortie des agrégats à partir du mois de sortie ;
 - o pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'entité sortie pour la totalité de l'exercice précédent.

La variation à taux de change constant reflète une évolution après conversion du chiffre en devises de la période en cours au taux de change de la période de comparaison.

La variation à norme comptable constante reflète une variation du chiffre excluant l'impact des changements de normes comptables au cours de la période.

Le résultat opérationnel courant désigne le résultat opérationnel avant les autres produits et charges non récurrents constitués par les coûts de restructuration (charges et provisions), les plus ou moins-values de cession ou les dépréciations significatives et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels et d'autres produits et charges opérationnels inhabituels.

L'Excédent brut d'exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les amortissements (les charges et provisions du compte de résultat sont regroupées selon leur nature).

La dette financière nette est constituée de la dette financière brute moins les actifs financiers.

- Les dettes financières brutes sont constituées :
 - o des emprunts auprès d'établissements de crédit, y compris les intérêts encourus ;
 - o des dettes de location entrant dans le champ d'application IFRS 16 ;
 - o de la juste valeur des instruments financiers de couverture inscrits au bilan, nette d'impôt ;
 - o des dettes financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o des découverts bancaires.
- Les actifs financiers sont constitués :
 - o de la juste valeur des instruments de couverture inscrits au bilan, nette d'impôt ;
 - o des créances financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris les titres auto-détenus par le Groupe (considérées comme des valeurs mobilières de placement) ;
 - o des actifs financiers directement liés aux emprunts contractés et reconnus dans les dettes financières brutes.

Résultats financiers annuels au 30 juin 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL		
(En millions d'euros)	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 006.5	4 701.5
Frais de personnel	(2 570.8)	(2 498.8)
Achats consommés	(1 063.9)	(978.8)
Autres charges et produits opérationnels	(534.7)	(377.1)
Impôts et taxes	(144.2)	(139.2)
Loyers	(82.0)	(86.2)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	610.9	621.4
Amortissements	(426.7)	(403.2)
Résultat opérationnel courant	184.2	218.2
Autres produits et charges non courants	(23.6)	22.2
Résultat opérationnel	160.6	240.4
Coût de l'endettement brut	(118.8)	(81.1)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	26.8	9.3
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16)	(80.2)	(75.3)
Coût de l'endettement financier net	(172.2)	(147.1)
Autres produits financiers	2.1	6.6
Autres charges financières	(31.3)	(12.2)
Autres produits et charges financiers	(29.2)	(5.6)
Impôt sur les résultats	4.1	(23.8)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	--	--
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(36.7)	63.9
- Résultat net part du Groupe	(53.9)	49.4
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	17.2	14.5
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>		
- Ecart de conversion	19.7	(60.2)
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière	(13.9)	28.1
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	(3.6)	15.8
- Autres	0.2	0.2
- Effets d'impôt des produits et charges	(0.1)	0.2
Résultats enregistrés directement en capitaux propres	2.3	(15.9)
RESULTAT GLOBAL	(34.4)	48.0
- Résultat global part du Groupe	(51.6)	33.5
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	17.2	14.5
RESULTAT NET PAR ACTION (en euros)	(0.49)	0.45
RESULTAT NET DILUÉS PAR ACTION (en euros)	(0.49)	0.45

BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF		
(En millions d'euros)	30-06-2024	30-06-2023
Goodwill	2 081.1	2 062.7
Autres immobilisations incorporelles	209.0	213.8
Immobilisations corporelles	974.4	991.2
Droit d'utilisation (IFRS16)	1 925.4	2 047.1
Participations dans des entreprises associées	0.2	0.2
Autres actifs financiers non courants	146.9	170.2
Impôts différés actifs	91.6	106.4

ACTIFS NON COURANTS	5 428.6	5 591.6
Stocks	125.0	118.2
Clients	687.2	538.6
Autres actifs courants	269.3	329.0
Actif d'impôt	3.8	17.5
Actifs financiers courants	22.3	10.7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	359.0	352.2
ACTIFS COURANTS	1 466.6	1 366.2
TOTAL ACTIF	6,895.2	6 957.8

BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF		
(En millions d'euros)	30-06-2024	30-06-2023
Capital social	82.7	82.7
Prime d'émission	611.2	611.2
Réserves consolidées	554.3	502.6
Résultat net part du Groupe	(53.9)	49.4
Capitaux propres part du Groupe	1 194.3	1 245.9
Participations ne donnant pas le contrôle	35.4	31.0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 229.7	1 276.9
Emprunts	1 880.0	1 893.8
Dette sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires	22.5	46.3
Dette de location non courante (IFRS16)	1 800.7	1 928.0
Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	107.6	105.4
Provisions non courantes	144.1	155.3
Autres passifs non courants	7.4	6.7
Impôts différés passifs	17.2	52.8
PASSIFS NON-COURANTS	3 979.5	4 188.3
Provisions courantes	36.4	39.9
Fournisseurs	457.8	471.9
Autres passifs courants	830.9	699.6
Passifs d'impôts	5.1	1.6
Dettes financières courantes	104.3	58.8
Dette sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires	6.4	7.3
Dette de location courante (IFRS16)	245.1	213.5
PASSIFS COURANTS	1 686.0	1 492.6
TOTAL PASSIF	6 895.2	6 957.8

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	CAPITAL	PRIME	RÉSERVES	RÉSULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT NET DE L'EXERCICE PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERÊTS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2022	82.7	611.2	447.8	(47.7)	118.4	1 212.4	26.3	1 238.7
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôts)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	118.4	--	(118.4)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(10.9)	(10.9)
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--	1.1	1.1
Résultat global de l'exercice	--	--	--	(15.9)	49.4	33.5	14.5	48.0
Capitaux propres au 30 juin 2023	82.7	611.2	566.2	(63.6)	49.4	1 245.9	31.0	1 276.9
Augmentation de capital (après déduction des frais d'émission nets d'impôts)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	49.4	--	(49.4)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(13.4)	(13.4)
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--	0.6	0.6
Résultat global de l'exercice	--	--	--	2.3	(53.9)	(51.6)	17.2	(34.4)
Capitaux propres au 30 juin 2024	82.7	611.2	615.6	(61.3)	(53.9)	1 194.3	35.4	1 229.7

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En millions d'euros)	30-06-2022	Produits et Charges 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	30-06-2023	Produits et Charges 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024	30-06-2024
Ecart de conversion	(11.1)	(49.7)	(60.8)	16.0	(44.8)
Ecart actuariels relatifs aux engagements de retraite	(30.2)	21.9	(8.3)	(11.2)	(19.5)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(9.0)	11.7	2.7	(2.7)	--
Autres	2.6	0.2	2.8	0.2	3.0
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(47.7)	(15.9)	(63.6)	2.3	(61.3)

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ET DE FLUX DE FINANCEMENT		
(En millions d'euros)	Du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024	Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	(36.7)	63.9
Amortissements	426.7	403.2
Autres produits et charges non courants	23.6	(22.2)
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	--	--
Autres produits et charges financiers	29.2	5.6
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16)	80.2	75.3
Coût de l'endettement financier net hors Intérêts financiers liés à la dette de location	92.0	71.8
Impôts sur résultats	(4.1)	23.8
Excédent brut d'exploitation	610.9	621.4
Éléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie)	(12.7)	(19.2)
Autres produits et charges non courants payés	(14.7)	4.9
Variation autres actifs et passifs non courants	(21.6)	(27.7)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	561.9	579.4
Impôts sur les bénéfices payés	(1.3)	(34.0)
Variation du besoin en fonds de roulement	26.2	53.5
FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE : (A)	586.8	598.9
Investissements corporels et incorporels	(168.5)	(172.2)
Désinvestissements corporels et incorporels	1.9	7.1
Acquisition d'entités	(16.3)	(12.7)
Cession d'entités	2.0	1.3
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	0.4	1.1
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)	(180.5)	(175.4)
Augmentation du capital et primes d'émission : (a)	--	--
Augmentation de capital des filiales souscrites par des tiers (b)	--	0.5
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées (c)	(13.4)	(10.9)
Intérêts financiers versés (d)	(118.9)	(81.1)
Produits financiers reçus et autres charges financières payées : (e)	27.3	3.0
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) (f)	(80.2)	(75.3)
Frais sur émission d'emprunt (g)	--	--
Flux avant endettement : (h) = (A+B+a+b+c+d+e+f+g)	221.1	259.7
Augmentation des dettes financières: (i)	70.4	200.8
Remboursement des dettes financières: (j)	(56.0)	(14.8) ⁽¹⁾
Diminution de la dette de location (IFRS16) (k)	(230.7)	(219.3)
FLUX NETS LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + h + i + j + k	(401.5)	(197.1)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)	4.8	226.4
Incidence des variations des cours de devises	2.0	(6.7)
Trésorerie à l'ouverture	352.2	132.5
Trésorerie à la clôture	359.0	352.2
Endettement net à l'ouverture	3,670.0	3 709.9
Flux avant variation de l'endettement : (h)	(221.1)	(259.7)
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt	1.9	1.9
Juste valeur des instruments financiers de couverture	18.3	(15.8)
Variation de périmètre et autres	63.0	(59.7)
Dette de location (IFRS16)	78.8	293.4
Endettement net à la clôture	3 610.9	3 670.0

⁽¹⁾ Ce poste comprend le remboursement des emprunts (-36,4 M€) net des créances financières (+21,6 M€).